

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

## LES VOIES DE L'AVENIR

par FERNAND HERMAN

*Il faut tenter de faire déboucher la traversée au désert actuelle sur de nouvelles initiatives. Il faut profiter de la crise pour une lente maturation de nouveaux projets. Il faut chercher à tirer avantage de chaque ouverture qui sera donnée pour faire triompher la solution communautaire. Dans l'immédiat, il n'y a pas de percée décisive, de conquêtes glorieuses, mais la recherche d'une nouvelle préparation des opinions publiques à tel ou tel mouvement en avant. Il faut être réaliste, et donc se garder de certaines illusions du passé. Illusion de penser que l'unification des politiques, et l'Union politique tout court pourront sortir automatiquement de la libre circulation des produits. Illusion de penser qu'on peut toujours rester dans l'ambiguïté sur le type d'Europe que l'on veut à terme. Illusion aussi de penser qu'on peut ignorer des divergences de structure objectives qui déterminent bon nombre de comportements. Illusion de penser, peut-être, qu'on peut tout et tout de suite. Définir les axes principaux d'une politique de relance n'est pas chose facile, car il s'agit de bien apprécier à la fois les besoins de l'avenir et les possibilités du présent.*

*Comment, au regard de l'analyse que nous venons de tenter, sortir la Communauté de sa stagnation? Comment lui redonner un contenu, un dynamisme qui soient en concordance avec ce que les Européens, souvent confusément, paraissent attendre ou, à tout le moins, prêts à accepter?*

*Sur quoi faire reposer une nouvelle «prise de conscience» des Européens?*

1° axe

*Le premier axe d'action me paraît devoir être de renforcer la capacité et la personnalité internationales de la Communauté, de manière à faire de celle-ci un partenaire de plein exercice, efficace et dynamique dans les affaires mondiales.*

# LES VOIES DE L'AVENIR

*Cet élargissement de la compétence communautaire à l'ensemble de la politique extérieure est devenu une nécessité urgente. L'Europe est en train de perdre son poids traditionnel dans les affaires du monde. On le constate presque chaque jour. Les principaux acteurs du jeu diplomatique - et avant tout les plus grands - débattent, négocient, concluent sur des affaires dans lesquelles l'Europe aurait intérêt à faire entendre sa voix, et sur lesquelles elle n'est même pas invitée à s'exprimer [quand elle n'est pas discrètement priée de se taire].*

*Les rapports de force ont changé, et ils continuent à le faire, en défaveur des pays européens. Même si les Etats-Unis ont vu se restreindre quelque peu leur sphère d'influence depuis la guerre du Viet-Nam, ils restent la puissance dominante du monde libre, et à l'égard des pays d'Europe, leur puissance à tous égards: militaire, économique, monétaire, politique, diplomatique, est presque devenue plus grande que par le passé. Il faut le voir en face: la dépendance des pays d'Europe à l'égard des Etats-Unis s'est accrue; bombe à neutrons et dollar flottant sont les instruments les plus récents du pouvoír américain. Ces remarques ne préconisent en aucune manière une politique anti-américaine; elles visent au contraire à montrer que, sans unité extérieure, la position de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis s'affaiblit, alors que l'Europe unie pourrait jouer le rôle d'un partenaire égal.*

*Ce ne sont pas seulement les rapports Etats-Unis - Europe qui se modifient. Des transformations bien plus considérables interviennent dans les rapports entre nos pays et ceux du tiers monde, les pétroliers et les non-pétroliers, les pays dont le processus de développement est engagé et ceux qui restent les plus pauvres. L'Europe, si elle était unie, aurait un rôle remarquable à jouer; elle a à la fois l'expérience d'un long passé de gestion coloniale dans les pays en cause et celle d'une succession d'accords de coopération modèles avec les pays du tiers monde libérés du colonialisme.*

*Il apparaît qu'une telle perspective, celle d'une Communauté rendue pleinement capable de jouer son rôle international, devrait être la ligne d'action centrale de la relance communautaire dans les prochaines années. Je suis convaincu qu'elle rallierait l'accord d'une large majorité des citoyens des neuf Etats membres, malgré la subsistance inévitable ici ou là de quelques nostalgies du passé.*

*Je crois aussi que cette stratégie peut être progressive: d'abord multiplier, puis généraliser les cas de négociations ou d'interventions où c'est l'Europe qui parle de manière unitaire, pour aboutir ensuite à un traité formel établissant la compétence internationale de la Communauté et ses procédures de mise en action. Elle a aussi l'avantage d'être en elle-même peu coûteuse, car elle ne demande pas de lourds budgets d'interventions spécifiques [comme ce serait le cas dans le secteur économique].*

## 2° axe

*Faire progresser l'unification politique interne.*

*Le renforcement de la compétence extérieure de la Communauté, tant sur le plan du champ d'action couvert que sur celui de la capacité de décision propre, représenterait un pas en avant majeur sur la voie de l'union politique. Mais il faut aussi poursuivre, autant que possible, la construction de l'union politique sur le plan interne de la Communauté. Soyons sans illusions: nous n'atteindrons pas à brève échéance le stade de la fédération européenne. Des étapes sont nécessaires; il faut que ces étapes renforcent le caractère politique et démocratique des institutions communes. La structure actuelle, je l'ai dit, ressemble trop à une organisation intergouvernementale de type classique - les représentants des Etats décidant à l'unanimité; la Commission jouant le rôle d'un Secrétariat technocratique, le Parlement européen n'ayant que des pouvoirs consultatifs et, à travers des débats, une fonction ambiguë d'information des milieux politiques et de l'opinion publique.*

*Pour pouvoir progresser vers un renforcement de la structure institutionnelle, il faut reposer clairement le problème de l'objectif politique de la Communauté et ne pas craindre d'engager ainsi un débat qui pourra être long et difficile. Il faut donc sortir du clair-obscur dans lequel on est resté depuis vingt-cinq ans et chercher dans la pleine clarté une adhésion massive de l'opinion publique pour la réalisation à terme d'une sorte de fédération européenne.*

*Deux événements relativement proches dans le temps constitueront, à cet égard, des pas significatifs dans l'évolution de la Communauté.*

*Le premier est l'élection au suffrage direct du Parlement européen. Au point où en sont les procédures, on peut espérer que cette élection aura réellement lieu en 1978, dans moins d'une année. Elle représente une étape majeure de la construction européenne; une étape dont il est difficile aujourd'hui d'apprécier toutes les conséquences politiques et psychologiques. Gardons-nous de toute illusion et ne tombons pas à nouveau dans une sorte de croyance «mécaniciste» en ses effets. L'élection au suffrage direct ne signifie pas que l'union politique sera nécessairement atteinte. L'élection n'accroît pas par elle-même les pouvoirs du Parlement européen, ni ceux de la Communauté. Elle peut signifier - mais pas nécessairement - le début d'une bataille du Parlement européen pour arracher des pouvoirs aux Etats membres, mais personne ne sait encore comment se comporteront les parlementaires élus - en défenseurs d'intérêts locaux, régionaux, nationaux - ou en promoteurs d'une Fédération européenne. La campagne électorale n'est pas encore engagée - et l'on connaît mal les thèmes sur lesquels les candidats s'affronteront: seront-ce des thèmes de progrès de la construction européenne - ou des thèmes purement politiques, liés à des intérêts de classe par exemple? Un danger existe que l'élection se révèle sans effets majeurs si le Parlement élu n'entraîne pas rapidement une certaine mutation dans la manière de conduire la Communauté et d'unifier l'Europe; si trop de temps se passe avant que cette mutation ne soit entamée, il faut craindre que les leaders politiques de premier plan qui se présenteront à la première élection ne se désintéressent d'un Parlement sans pouvoir réel et ne retournent désabusés dans la sphère politique nationale. Mais gardons-nous aussi de tout scepticisme excessif. L'élection est une novation importante dans la vie institutionnelle de la Communauté. Le premier problème, et central, est de savoir si elle suscitera dans les opinions publiques une prise de conscience et une expression de volonté. Si les citoyens, dûment éclairés, s'expriment nombreux et de manière explicite, le Parlement élu aura son mot à dire, que personne ne pourra réellement négliger. C'est à cette information, à cette prise de conscience des citoyens que les forces européennes doivent consacrer tous leurs efforts au cours des prochains mois.*

*Le second événement important est la négociation sur les demandes d'adhésion de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal. Ces adhésions auront une importance considérable sur l'équilibre politique de la Communauté et sur son fonctionnement institutionnel.*

*M. Simonet rappelait d'ailleurs, il y a quelques jours, que la Communauté à Six avait son centre de gravité en Lotharingie; que l'élargissement à Neuf avait déplacé ce centre vers l'Atlantique, et que le passage à douze membres ferait à nouveau glisser le centre de gravité vers la Méditerranée. Quelles que soient les incertitudes et les inquiétudes qu'elles peuvent susciter, les demandes d'adhésion sont sur la table de la Communauté et aucun des neuf Gouvernements n'a été en mesure d'y opposer un refus. Un refus qui serait d'ailleurs contraire à l'attitude traditionnelle d'ouverture de la Communauté, contraire aussi à l'idée que nous nous faisons de l'Europe, et contraire à l'intérêt des trois pays demandeurs qui cherchent à consolider leur démocratie et à gagner leur place dans le cercle des pays développés.*

*L'adhésion serait indiscutablement un gain pour la Communauté si celle-ci n'était pas dans la situation de faiblesse institutionnelle que nous connaissons; mais il n'est pas possible d'opposer notre propre faiblesse. C'est à nous de trouver les formules pour renforcer la structure politico-institutionnelle de la Communauté. A cet égard, je tiens à marquer sans ambiguïté mon opposition à une solution, avancée par certains, qui consisterait à faire gouverner la future Communauté à Douze par un Directoire des grands Etats.*

*C'est une vieille idée, contraire à toute démocratie véritable et complètement inac-*

# LES VOIES DE L'AVENIR

ceptable pour les «petits» Etats membres. Si on peut admettre, pour une période limitée, un système d'engagement à «deux vitesses», par exemple pour la réalisation de certaines dispositions d'une union économique et monétaire, il est tout à fait à exclure que soit créée une structure permanente consacrant deux «classes» d'Etats membres.

Finalement, l'adhésion des trois nouveaux pays paraissant inéluctable dans son principe, c'est à la Communauté qu'il appartiendra de négocier des modalités et un rythme d'accession aux droits et devoirs du membership qui préserve la possibilité d'un fonctionnement efficace du système de décision [décision making process], en attendant de renforcer ce dernier dans la marche vers l'union politique.

## 3° axe

*Préserver l'acquis et poursuivre la progression «ponctuelle» sur le terrain économique.*

*Les deux axes précédents, placés en priorité, visaient la politique étrangère et l'unification politique. Quid de la réalisation des Traités?*

*La réponse est simple et, je pense, évidente pour tout le monde.*

*La première règle à se donner est de sauvegarder l'acquis communautaire. Cela peut paraître aller de soi. Cependant, la crise économique soumet les Etats membres, comme beaucoup d'autres à l'extérieur, à des pressions considérables en faveur de mesures non compatibles avec le Traité. Les aides de toutes espèces prolifèrent; le protectionnisme aux frontières tend à réapparaître. Ces phénomènes sont particulièrement évidents dans les secteurs industriels en difficulté grave: la sidérurgie, le textile, le verre. La réponse aux difficultés n'est pas le repli sur l'égoïsme national; des mesures protectionnistes risquent d'être plus nocives que favorables, et si le protectionnisme se généralisait, on pourrait craindre un retour aux conditions dangereuses qui ont prévalu, dans l'entre-deux guerres - après le déclenchement de la crise de 1929.*

*La réaction aux difficultés doit être d'assainir, de restructurer les secteurs en crise, et je me réjouis de constater la vigueur avec laquelle la Commission, et tout spécialement le Commissaire Etienne Davignon, ont entrepris de développer des politiques communautaires sectorielles de redressement.*

*Mais on ne peut se contenter de naviguer à la cape et d'attendre que la météo s'améliore. Il faut poursuivre, même si elle est peu spectaculaire et souvent décevante, l'action de progression ponctuelle, que j'appellerais le «grignotage» quotidien dans l'application du Traité. La Cour de Justice a donné un bel exemple, qui a décidé sur la requête d'un particulier, que malgré la carence du Conseil à édicter une directive d'application, le Traité s'appliquait dans le domaine du droit d'établissement et que les citoyens de la Communauté pouvaient se prévaloir des dispositions du Traité lui-même. Chaque petit pas en avant venant s'ajouter aux autres accroît ainsi le poids des réalisations communautaires, poids qui jouera en faveur de l'intégration plus poussée.*

*C'est sans doute ici le lieu de s'interroger sur le sort de l'union économique et monétaire. Il reste peu de choses du dispositif adopté au début des années 70 le serpent - bien amaigri - et les consultations mensuelles des Ministres des Finances et de l'Economie. Il faut bien entendu préserver ce qui existe et le renforcer si possible - mais peut-on sérieusement penser à remettre sur les rails le plan de réalisation de l'Union, qui était, il y a quelques années, considérée comme la «voie royale» vers l'union politique? D'aucuns se sont essayés à proposer des mesures partielles, dans le sens d'une réalisation plus progressive de l'Union; on peut citer à cet égard le plan Duisenberg.*

*La difficulté paraît grande, car il faut observer que l'union économique et monétaire implique un «saut de qualité» dans la construction communautaire et se découpe mal en tranches, comme cela a pu être le cas pour l'élimination des droits de douane. On peut craindre qu'aussi longtemps que la crise durera, et avec elle les divergences d'évolution*

des économies et des monnaies des Etats membres - qui sont elles-mêmes le résultat de multiples facteurs économiques et politiques - il sera impossible de reprendre la marche en avant dans ce domaine. Il ne faut pas renoncer et cesser d'espérer, mais il faut patienter. Ces considérations sur l'union économique et monétaire m'amènent à une remarque finale en guise de conclusion. Dans la construction de l'unité européenne, il n'y a pas de déterminisme. Ni dans un sens, ni dans l'autre. L'Europe ne se fera pas d'elle-même.

Il en est de l'unité européenne comme de toute entreprise humaine: la volonté des hommes doit surmonter les difficultés qui découlent des situations préexistant aux changements à introduire.

La volonté des hommes, lorsqu'il s'agit de vastes groupes sociaux, c'est un ensemble d'interactions. C'est tout à la fois l'initiative de leaders clairvoyants et courageux, la pression d'élites intelligentes et dynamiques et la disposition du plus grand nombre à revendiquer, et le plus souvent à ratifier les mesures qui donnent satisfaction aux besoins du corps social.

Aujourd'hui, le rôle des militants de l'Europe, dont nous sommes tous ici, est d'informer et de convaincre. La campagne pour l'élection au suffrage direct du Parlement européen fournira l'occasion d'un vigoureux effort en ce sens. Une nouvelle croisade européenne est nécessaire. N'attendons pas que les perspectives soient devenues plus favorables: c'est à l'automne qu'il faut labourer et semer pour récolter en été. C'est dès maintenant qu'il faut s'organiser et agir afin que la marche vers l'unité européenne, ralentie pendant les dernières années, puisse reprendre et atteindre son objectif, pour le plus grand bien des citoyens de l'Europe et de la Communauté de toutes les nations auxquelles l'Europe a encore tant à apporter.

(Deuxième partie du discours prononcé par M. F. Herman, Secrétaire Général des Cercles Populaires Européens, en la Faculté Universitaire Saint-Louis, le 19 octobre 1977)

#### M. ANDREOTTI PROPOSE LA CREATION D'UNE PAGE EUROPEENNE DANS LES QUOTIDIENS

«Elargissement de la Communauté, rééquilibre méditerranéen, chemin vers l'union économique et monétaire sont, selon le président du Conseil italien, des aspects d'une stratégie progressive et globale que le citoyen européen doit percevoir comme telle, avec l'apport indispensable des moyens d'information». Intervenu à la cérémonie d'ouverture de la rencontre entre les directeurs de la presse européenne, M. Andreotti a retracé l'histoire de l'aventure européenne à la veille des élections pour le Parlement des Neuf; c'est là une occasion qui devrait permettre à l'idée communautaire d'éliminer, finalement, les derniers résidus ayant un caractère abstrait, épisodique, occasionnel et qui alimentent, aujourd'hui encore, des perplexités diffuses. «L'Europe - a dit M. Andreotti - n'est pas une chimère qui ne survit que dans l'esprit de quelques rares idéalistes».

De l'avis du président du Conseil italien, l'élection du Parlement européen comble une énorme lacune: «l'absence d'un rapport direct entre l'électeur et l'élu européen».

En signalant aux représentants de la presse (venus nombreux ainsi que des ministres et des hommes politiques) cette nouveauté qu'est le vote des citoyens dans des pays différents de leur pays d'origine, M. Andreotti a insisté sur la nécessité d'une information diverse sur les problèmes communautaires; à son avis, les temps sont mûrs pour lancer des initiatives éditoriales nouvelles: «une page européenne dans les quotidiens; une rubrique européenne dans les journaux parlés».

# František Palacký et le fédéralisme en Europe Centrale

Dr SVATOPLUK JEŽEK

«Les Nations sont des organes naturels de l'Humanité. Organisation et non conquête de l'Europe!» T.G. Masaryk, 1920

**L**e monde cherche la forme de gouvernement la meilleure qui réponde le mieux possible à ses exigences spirituelles et matérielles. Comme nous vivons une époque où les influences du Mal sont agressives, cette recherche est devenue encore plus difficile; mais les personnalités mondiales les plus influentes du monde libre sont à la recherche d'une issue spirituelle. Ces tentatives passeront certainement encore par des péripéties, mais son but est clair: l'association concordante de toutes les nations, de tous les pays et de toutes les races sous la conduite du Bien spirituel.

Nous nous occuperons, dans cet article, de l'apport de l'Europe Centrale à l'idée de l'association de tous les Etats faisant partie de la région de notre continent où se trouvent les terres bohémienne, morave, silésienne, slovaque et ruthène à l'intérieur des frontières de la Tchécoslovaquie de 1918. Il faut noter que le centre géographique de l'Europe se trouve justement dans la Bohême centrale.

L'idée de l'association d'un nombre plus ou moins important d'Etats et de la fédéralisation graduelle du monde n'est pas récente dans cette région. C'est justement en Bohême que nous trouvons le germe de l'effort fédératif; le roi hussite Jiří Poděbradský (1420-1471) tenta de créer une union pacifique des nations européennes. F. Palacký fut le prédécesseur de T.G. Masaryk

Le père de l'historiographie bohémienne, František Palacký (1798-1876), envisageait, lui aussi, l'idée d'une fédéralisation dans le cadre de l'Etat autrichien, naturellement.

T.G. Masaryk (1850-1937), fondateur du premier Etat moderne et démocratique tchécoslovaque - la république tchécoslova-

que qui devait durer vingt ans - considérait Palacký comme son maître politique. Il apprécia sa grande oeuvre qui consistait, avant tout, à formuler le programme politique de la nation. Ce grand historien donna à son peuple l'axiome *historia magistra vitae*. Si l'on tient compte du patriotisme illuminé et des vastes vues mondiales de František Palacký, ce qu'il écrivit sur son projet d'une nouvelle encyclopédie tchèque est caractéristique: «Il est temps que soit encouragée notre nation et qu'elle s'oriente vers l'esprit de l'époque nouvelle, afin qu'elle porte son regard au-delà des frontières étroites de la patrie et qu'elle devienne en même temps, tout en ne cessant pas d'être un citoyen fidèle, un citoyen cosmopolite vigilant et prudent».

Et Masaryk termine son livre dédié à Palacký de cette façon: «Palacký nous démontra que notre idée tchèque est, de fait, une idée mondiale, une question vivante, extrêmement vivante: créer des rapports de l'homme avec l'homme, de la nation avec la nation *sub specie aeternitatis*...».

Nous constatons aujourd'hui que la «citoyenneté cosmopolite» de Palacký préannonçait les Etats-Unis du Monde, auxquels aspirent, depuis longtemps déjà, non seulement des hommes éclairés de la Bohême en particulier et de la Tchécoslovaquie en général, mais également du monde entier. Palacký ne fut pas rigide dans sa conception de la fédéralisation de l'Autriche. On dit, justement, que seuls les sots ne changent pas d'opinion. Lorsqu'il fut appelé à la vie politique en 1848, il était convaincu de l'évidence de l'égalité des droits entre les nations; c'est pourquoi il jugeait nécessaire de fédérer les peuples de l'Autriche. La création de cet Etat répondait à la nécessité de défendre l'Europe centrale contre le

danger turc. Cette motivation perdit, cependant, sa valeur au cours des siècles. Palacký lui substitua alors l'idée de l'égalité des droits des nations.

C'est avec ce nouveau rôle positif que Palacký voulut sauver l'Autriche. En 1865, il changea cependant sa conception originelle, en ce sens que la fédéralisation doit être non seulement ethnographique, mais aussi historique. La fédération autrichienne aurait dû être l'union des individualités historiques et politiques. Palacký exprime sa nouvelle conception dans son livre «L'idée de l'Etat autrichien». Le rôle de Palacký est jugé de la façon suivante dans l'encyclopédie italienne (vol. XXV, page 937): «Au début, il soutint, avec son gendre F.L. Rieger, l'idée d'une Autriche fédérative au sein de laquelle il aurait été assuré à la nation tchèque une autonomie culturelle et administrative totale. Mais déçu, par la suite, par le centralisme autrichien et par les tendances germanistes de Vienne, il formula le programme d'une indépendance totale de l'Etat bohémien». T.G. Masaryk reprend l'idée de Palacký dans sa «Question tchèque».

«L'Autriche est l'humanité en format réduit; elle est déterminée par l'union des différentes nations européennes et même asiatiques: l'Etat autrichien n'a donc sa raison d'être que si elle est capable de réaliser une idée, en l'occurrence l'égalité des droits de toutes les nations et de tous les pays historiques. Politiquement parlant: ni la constitution centraliste, ni la constitution dualiste, mais seule la constitution fédéraliste offre à l'Autriche sa propre raison d'être». A celui qui pourrait estimer que l'austrophilie de Palacký fut un excès de scrupulosité, il convient de rappeler que Palacký, comme plus tard Masaryk, fut attaché à l'Autriche par la peur de l'impérialisme absolutiste prussien et russe. C'est ainsi que s'explique le célèbre aphorisme de Palacký: «Si l'Etat autrichien n'avait pas existé depuis si longtemps, nous aurions dû, dans l'intérêt de l'Europe et même de l'humanité, nous efforcer de le faire naître au plus vite».

Ces deux philosophes politiques qui formulèrent ces jugements le siècle passé furent clairvoyants. Si à la place de l'absolutisme prussien, nous mettons le nazisme, et à la place de l'absolutisme russe le communisme, nous constatons que le Troisième Reich impérialiste de Hitler et le règne non

moins vorace des tsars russes sont une preuve triste et tragique de la grande actualité de leurs idées politiques. Comme Palacký, Masaryk est également convaincu que si «les Tchèques devaient tomber, en tant que nation, sous la dépendance et la soumission soit du règne russe, soit de celui de la Prusse, ils n'accepteraient pas leur sort; ils ne pourraient jamais oublier qu'ils ne doivent être toujours soumis qu'à eux-mêmes, c'est-à-dire à leur propre gouvernement, à leur propre souverain».

Mais les espoirs des patriotes tchèques et de ceux de l'Autriche de voir l'organisation fédérative de l'Etat furent amèrement déçus. Vienne proclama le dualisme qui accordait aux Autrichiens et aux Hongrois une égalité totale et à la suite duquel la population tchèque et d'autres minorités slaves furent mises au pied du mur. Masaryk souligna le caractère néfaste d'un dualisme qui ne fut rien d'autre, selon lui, qu'un «double centralisme». «Nous existions avant l'Autriche et nous existerons encore après elle».

Cette affirmation témoigne, elle aussi, que Masaryk fut véritablement un prophète. Mais nous pourrions rassembler encore d'autres preuves de sa perspicacité.

Si nous résumons les idées fédéralistes de Palacký et de Masaryk de cette époque, nous notons qu'à cheval sur les deux siècles, Masaryk transmettait l'idée de Palacký sur la possibilité de fédéraliser l'Autriche, la considérant déjà, dès cette époque, comme une solution européenne et mondiale. Voici un autre aspect prophétique de la philosophie pratique du fondateur de la libre Tchécoslovaquie! Masaryk voyait déjà plus loin que les politiciens obtus de l'époque qui cherchaient le salut du peuple tchécoslovaque dans le soutien de la Russie tsariste (Kramář et autres). Masaryk voyait même dans la fédération idéale des Etats autrichiens, la réalisation du rêve du poète Jan Kollár, car c'est justement dans une Autriche fédéralisée que pouvait se développer et se valoriser l'idée kollarienne de la réciprocité fraternelle; dans ce système politique, toutes les nations fédérées auraient pu vivre une vie politique, culturelle et économique dense et rien n'aurait pu empêcher leur montée vers le plus grand cosmopolitisme et la réalisation du véritable humanisme. □

# CONSEIL DE L'EUROPE

## L'ESPAGNE AU CONSEIL DE L'EUROPE

Le drapeau de l'Espagne flotte depuis le 24 novembre mêlé à ceux des 19 autres pays qui font partie du Conseil de l'Europe. Au cours d'une brève cérémonie qui s'est déroulée au Palais de l'Europe, à Strasbourg, le ministre des affaires étrangères espagnol, M. Marcelino Oreja, a remis le document d'adhésion au secrétaire général de l'organisation, M. Georg Kahn-Ackermann. La cérémonie s'est déroulée en présence du président du comité des ministres du Conseil, le ministre des affaires étrangères italien, M. Forlani.

Dans le bref discours prononcé à cette occasion, M. Forlani a souligné «la ferme volonté du noble peuple espagnol d'apporter une contribution substantielle à la construction de l'Europe».

### *LE CONSEIL DE L'EUROPE PRECONISE UNE ADMINISTRATION LOCALE FONDEE SUR LES COMMUNAUTES NATURELLES*

*A l'issue de leurs deux journées de travaux, les Ministres des Etats membres du Conseil de l'Europe (1) responsables des Collectivités Locales, réunis à Lisbonne, ont préconisé une nouvelle conception de l'administration locale de façon à répondre aux vœux des habitants et à promouvoir le développement de communautés de voisinage.*

*Les Ministres ont réclamé une administration locale et régionale qui permette d'améliorer la qualité de la vie. Ils ont aussi insisté sur la nécessité de solutions souples et sur mesure, de préférence à des réorganisations profondes. La taille et la structure des unités d'administration locale doivent répondre aux aspirations des populations.*

*La Conférence, présidée par M. Manuel Costa Bras, Ministre de l'Administration interne du Portugal, s'est penchée sur la répartition des attributions et des moyens entre les divers niveaux de l'administration publique et a examiné l'efficacité avec laquelle les collectivités locales remplissent leurs fonctions suivant leur taille et leur structure.*

*A propos de la taille et de l'efficacité des collectivités locales, les Ministres ont constaté qu'en s'amplifiant, l'administration n'était pas devenue automatiquement plus efficace. Ils ont recommandé que la restructuration des collectivités plus larges s'accompagne de celle des communautés naturelles de voisinage, comme le quartier en zone urbaine et le village en zone rurale.*

*Les fonctions administratives doivent s'exercer à l'échelon le plus proche du citoyen, le niveau supérieur n'étant pris en considération que lorsque leur exécution n'est plus possible au niveau immédiatement inférieur.*

*Les Ministres ont également noté que, si l'on reconnaît la nécessité d'instituer aux différents niveaux de l'administration des instances investies de responsabilités correspondantes, il importe de veiller à ce que ces différents niveaux disposent de ressources qui leur permettent de fournir les services que l'on attend d'eux.*

*Enfin, malgré la complexité des problèmes que pose l'organisation des collectivités locales, les Ministres ont réaffirmé que les lignes directrices qu'ils avaient dégagées pourraient, à l'échelle du Conseil de l'Europe, renforcer la démocratie locale, notamment dans le domaine de la participation des citoyens, thème qui fera l'objet de la Conférence prévue à Stockholm en 1978.*

(1) Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Portugal, République fédérale d'Allemagne, Suède, Suisse, Turquie.

# OUR EUROPEAN INTEREST AND IDEAL

by JOHN BIGGS-DAVISON

## EUROPEAN PARTIES OF THE RIGHT

Within the mainstream of the European Right two main tendencies can be discerned. First, there are the clerical based or confessional parties, which originated in religious differences. Second, there are Right-wing parties which tend to be based on «*laissez-faire*» economic policies and freedom of the individual. A glance at the British Conservative Party shows that these distinctions are not clear cut, for the Conservatives incorporate both the tradition based on religion, «the Church of England is the Tory Party at prayer» as well as strong support for a free economy.

Until recently the differences in ideology between the various Right-wing parties in Europe remained below the surface, but the development of the European Parliament with its promise of direct elections brought these differences to the forefront...

There are three groupings that might be reasonably described as of the Right. These are, first, the European Conservative Group, which comprises the British Conservative Party and the Danish Centre Democrats.

Second, there are the European Progressive Democrats which comprise, *Fianna Fail* (Irish Republic), the *Femskridts partiet* (Denmark) and the *Rassemblement pour la République* (France). The third group is the Christian-Democratic Group which consists of *Fine Gael* (Irish Republic), the *Christelijke Volkspartij* and *Parti Social-Chrétien* (Belgium), the *Réformateurs Centristes et Démocrates Sociaux* and the *Union Centriste des Démocrates de Progrès* (France), the *Christlich-Demokratische Union* and *Christlich-Soziale Union* (Germany), *Democrazia Cristiana* and the *Sudtiroler Volkspartei* (Italy), the *Parti Chrétien Social* (Luxembourg), and the *Katholieke Volkspartij*, the *Anti-Revolutionaire Partij*, and the *Christelijk-Historische Unie* (Netherlands). The name of all these parties is an indication of the differences existing and potential amongst the European Right...

Mrs. Thatcher has been prominent in advocating a greater degree of co-operation amongst the European Right. This would bring together in a «working alliance», «the Christian Democrat, Conservative and Centre Parties in Europe.» In the speech in which Mrs. Thatcher argued this she told the *Christlich-Demokratische Union*: «We are not aiming at a single monolithic party, but an alliance of autonomous parties co-operating

for a common purpose. For many years there has been a Socialist International. We do not need to copy their barren doctrines or ideological arguments, but we must match them in organisational strength if we are serious in our purpose, and determined to achieve our victory.» She has also pointed out that were the groupings of the Right to be united in the European Parliament, they would outnumber the Socialists and Communists together in that assembly even without Liberal backing...

## A FIVE-FOLD THREAT

Unity is needed on the Right because of the overall threat from the Left to the remnants of European democracy. For the sake of convenience this can be described as five-fold. First, there is the threat from Soviet imperialism. This is both military and subversive, including what might be called ideological aggression, for example through broadcasting and other propaganda...

NATO Commanders believe that the Soviet Command in Eastern Europe is marshalling its forces so as to be able to launch a major offensive westwards with the minimum of reinforcement and preparation. Consequently the prolonged period of warning of a Soviet attack upon which NATO plans have hitherto been based, could if present trends continue, be reduced to about forty-eight hours.

The two hundred or so Soviet attack submarines which could put to sea at outbreak of hostilities would in all probability hold up the U.S. reinforcements whose role would be vital in halting a Soviet offensive...

It is of great importance to realise that the threat is not limited to questions of military significance. The aggressive strategy of the Soviets is directed also at our economic system...

Apart from the threat of the Soviet Union as a militarist and ideologically predatory empire, there is that posed by national Communist Parties. This takes two forms. First, in so far as an individual Communist Party may be acting on behalf of a foreign power, and, second, in the sense that a Communist Party may be the motor for establishing its Marxist dictatorship...

The democratic Socialists also represent a threat to the Right. Many socialists are democrats and patriots, and subscribe to (not to say practise) free enterprise. But the Socialist Left, particularly in Britain, has become increasingly strong. It is an unpatriotic element in the body politic and flirts too often with the non-democratic Left. Many Centrists and Right-wingers doubt the ability of the moderate Left to contain the extremists. The British Labour Party is undoubtedly more Left-wing than ever and the success of the Socialists in other Western European countries, although not necessarily as extreme as the British, represent together a rising tide of Socialism. Many Conservatives wonder how an extreme Left-wing Labour Government would in fact differ from a Communist Government... Many Socialists throughout Europe are ambivalent towards Soviet imperialism and, notably in France and Italy towards National Communist Parties. They are eager to reduce armaments and are the first to support moves to increase trade with the Soviet Union and Eastern Europe regardless of unfavourable balances

A final element in the threat from the Left is constituted by the Ultra-Left, e.g. Maoists and such Trotskyist factions as the Socialist Workers Party (formerly International Socialists) in Britain. They have a strong appeal to many students for whom the USSR and its tame parties are imperialist traitors to the revolution. They have often been in the vanguard of the revolutionary struggle, as in the riots in France in 1968 and in Portugal after the *coup d'état* of April 1974.

But one should not be deceived by the antipathy between the Ultra-Left and the Partito Comunista Italiano. The traditional Communist parties have highly developed organisations and are capable of capitalising on any gains that the ultra-Left may make in temporary periods of violence and drama, and of driving the Ultra-Left into the obscurity which their electoral performances merit. As for the KGB, it uses every possible means of disturbance and disruption...



## THE EUROPEAN PARLIAMENT

The question of the European Assembly or Parliament is that aspect of the EEC which is most topical because of the commitment of the member states to hold direct elections to the Parliament in June 1978.

Pro-Europeans have been quick to point out that Britain was slow in putting forward her electoral proposals. However the question which political realists must ask themselves is whether all the tazzmatazz surrounding direct elections is really of much significance. The fact of the matter is that the European Parliament is not powerful...

Direct elections will not mean that the Parliament will gain more powers... However, behind the question about the power exercised by an elected Parliament is another question. Is it in fact desirable that it should have power? However, there is a real danger that a sizeable proportion of the people who are elected to the Parliament will have a subjective view of this institution in that they will be committed supporters of European union and quite possibly Federalists. They may use their position to attempt to force the Commission and Council of Ministers to accept further proposals for unity that will bring the governments of the EEC into conflict with its institutions, for a cause which will not in itself strengthen Europe, and indeed at least in the short term could bring about disagreements of a seriousness not seen since President de Gaulle prevented British entry to the EEC.

## THE WESTERN EUROPEAN UNION

The Council of Europe partly overlaps with another European institution which is important in the debate on European unity. This is the Western European Union («the WEU») and covers the one area in which the Council of Europe is precluded from dealing with - defence. The WEU derived from the Brussels Treaty of 17th March, 1948 which was a response to the Communist seizure of power in Czechoslovakia. Set up until 1954 after the breakdown of the European Defence Community project, it could be described as a means of keeping West Germany in, just as NATO was to keep the Russians out! The WEU has a Council of Foreign Ministers or Ambassadors which is responsible for the armaments control. It also has an Assembly which considers defence policy as well as other matters. The Assembly is similar to the European Parliament and Consultative Assembly of Europe in that it contains party groupings. The presence of the Communists since the Italian election of June 1976 is a matter of grave concern in a body dealing with defence. The Assembly has a number of permanent committees dealing with various questions.

The WEU and the Council of Europe are exclusively the two main European institutions apart from the EEC which bear mainly on this pamphlet. But it should be noted that the Organisation of Economic Co-operation and Development («the OECD»), which was originally exclusively European as the OEEC but which now includes all the World's most developed free economies, and the European Free Trade Area («EFTA», to which Britain belonged before she joined the EEC and which has six full members) are of great importance in the economic sphere.

We would like to see a drawing together of European institutions.

Federalism is advocated by bodies such as the European Movement, which had its origins in the Draft Declaration of the European Resistance signed in Switzerland in 1944. This specifically advocated a Federal Union. Supporters of Institutionalism or Functionalism also advocate a European union but put the emphasis on developing certain institutions which eventually acquire a political authority in the international order. These institutions are essentially economic in direction, and it is this approach which hitherto has had the greatest effect.

The Gaullist thesis of a Europe *des Etats* depended on the concept of intergovernmental co-operation rather than of a Supranational Europe.

## CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS

1. Socialist defence cuts must be made good. We welcome Mrs. Thatcher's pledge on this score.

2. Common Market needs to be matched by Common Defence (within the NATO framework) and Common Foreign Policy.

The various European institutions should be brought together or streamlined; but a Federal Europe is not wanted by our people and should be resisted.

3. The European Community should further co-ordinate, in the interests of Western security, the East-West trade policy of its member States.

Account should be rendered to the nation of the consequences of the UK-USSR Agreement of February 1975 and other agreements with Comecon countries.

4. Spanish, Greek and Portuguese membership of the EEC should be supported. In the case of Spain, her hostile treatment of Gibraltar is an impediment.

Spanish membership of NATO should also be supported.

European diplomacy should be urgently directed to Greco-Turkish reconciliation.

5. The role of the European Assembly (Parliament) is limited; but direct elections may be helpful in strengthening democratic control over «Brusselocracy».

(From *Europe: The Unguarded Legacy*, published by the «Monday Club European Policy Group», 1977)

# L'UNITE LINGUISTIQUE THRACE

**L**es Thraces ont été les créateurs de la plus ancienne civilisation européenne. Dans l'antiquité ils habitaient un territoire très vaste, qui s'étendait du bas-Danube à la Péninsule ibérique, et parlaient une seule langue. Cette unité, très ancienne, de langue et de culture matérielle et spirituelle, est aujourd'hui à peine perceptible, mais elle représente quand même un dénominateur commun européen qu'il faudrait connaître mieux et renforcer. C'est justement dans le but de mettre les résultats de la thracologie au service de la cause de l'intégration culturelle de l'Europe que la Fondation Européenne Dragan a organisé à Rome, du 14 au 17 novembre, un symposium international illustré par la présence de savants éminents de plusieurs académies et universités européennes.

Nous publions ci-dessous quelques extraits de l'allocution introductive prononcée par le président de la Fondation.



par J.C. DRAGAN

Si les spécialistes se déclarent souvent éblouis et déroutés par la complexité des faits de langue qui se produisent sous leurs yeux et si la probité professionnelle les fait avouer que même leur langue maternelle présente des zones inexplorées et obscures, voire mystérieuses, on reconnaîtra d'autant plus le poids énorme des difficultés que comporte l'étude du passé des langues et de leurs origines, qui remontent parfois à plusieurs millénaires.

Les textes ne suffisent pas pour la description d'une langue; il faut connaître aussi son aspect oral et, mieux encore, on devrait la parler couramment. Et si les textes se révèlent être, en principe, une source insuffisante, que dire de l'exploit des linguistes qui étudient les langues du passé et pour lesquelles les textes font défaut ou,

s'ils existent, n'ont pas été déchiffrés?

A propos de l'insuffisance des documents linguistiques thraces permettez-moi d'exprimer mon opinion - qui, d'ailleurs, n'est pas seulement la mienne - et de *refuser de voir dans la langue thrace une langue morte*, qui nous aurait laissé quelques restes maigres et d'interprétation douteuse, à partir desquels il serait impossible de reconstruire l'ensemble. Je préfère considérer cette langue comme vivante, comme *encore vivante dans les idiomes qui représentent*, sous une forme ou une autre, *sa continuation*, et qui ont préservé, au moins partiellement, son âme et son corps. Il s'agit d'un ensemble de langues parlées sur le vaste territoire européen et de l'Asie mineure que j'appelle *l'espace thrace*. La carte géographique annexée à mon livre «We,

the Thracians» - que je me suis permis de soumettre à l'attention des spécialistes lors du Deuxième Congrès International de Thracologie à Bucarest - peut vous renseigner sur les dimensions de cet espace, tel que je le conçois.

Je propose donc l'hypothèse d'un groupe de langues ou de dialectes assez proches, que je désignerai dorénavant par l'expression *groupe linguistique thrace*, dont faisaient partie la langue des anciens habitants de l'Odrysie (la Bulgarie actuelle), c'est-à-dire les Thraces au sens le plus étroit du mot, la langue des Gêto-Daces, celle des Troyens, des Phrygiens, des Mysiens et d'autres populations de l'Asie mineure. J'ose inclure dans ce groupe également l'illyrien et j'accepte volontiers les conclusions de M. Mayani sur la parenté très étroite entre l'étrusque et l'albanais, ce qui porte à l'inclusion de l'étrusque parmi les langues du groupe thrace.

Quand je pense à une certaine unité ou homogénéité linguistique thrace sous-jacente à la diversité linguistique qui caractérise actuellement l'ancien espace thrace, je me rends parfaitement compte que cette base linguistique a été sensiblement altérée à la suite des contacts avec d'autres langues et comme effet de la tendance inévitable de toutes les langues à changer. En outre, on est en droit de supposer des développements linguistiques divergents au sein du groupe, qui ont accentué les contrastes entre ses membres. L'homogénéité était probablement plus marquée dans la Péninsule de Haemus, au nord et au sud du Danube, la zone d'irradiation des Thraces, le berceau de leur civilisation. En effet, la comparaison des langues parlées dans cette région a porté à la découverte de certains traits communs assez importants, et il semble que ces langues constituaient depuis l'antiquité une véritable «union linguistique» (*Sprachbund*). Par conséquent, certains linguistes renommés ont forgé le concept de *Union linguistique balkanique*.

La base linguistique commune des peuples vivant dans l'espace thrace avant notre ère est, sans doute, une hypothèse de travail; elle présuppose la possibilité de déceler sous les formes actuelles divergentes des formes originaires relativement unitaires. Le thrace vit toujours, selon cette hypothèse, malgré les distorsions de toute sorte qu'il a subies au cours des millénaires. Je

suis persuadé que maints faits phonétiques, lexicaux et grammaticaux thraces ont survécu dans les langues modernes sans figurer toutefois parmi les restes que l'antiquité nous a transmis sous le nom de documents en langue thrace. A ces *thrakische Sprachreste* s'ajoutent bon nombre de matériaux linguistiques vivants, qu'on appelle néolatins, grecs modernes, slaves, etc. mais qui *sont aussi thraces* (soit parce que d'origine commune euro-indienne, soit parce que le latin, le grec ancien ou le slave commun, les ont empruntés au thrace).

Puisque je viens d'évoquer l'euro-indien, permettez-moi de souligner à ce sujet l'importance exceptionnelle des études thracologiques. En effet, il y a de fortes raisons pour soutenir la thèse que l'habitat primitif et le centre initial de la dispersion des tribus parlant l'euro-indien commun se trouvait *dans le berceau même de la civilisation thrace*. L'autochtonie des tribus euro-indiennes en Roumanie et Bulgarie est significative non seulement pour ceux qui s'occupent des questions de l'ethnogenèse, mais aussi pour les linguistes qui reconstruisent l'euro-indien et les grandes lignes de son histoire. *Le thrace continuait l'euro-indien comme l'italien continue le latin*. Il me semble tout à fait logique d'affirmer l'importance très particulière du thrace en vue de la reconstruction de l'euro-indien en supposant une plus grande ressemblance entre ces deux langues qu'entre l'euro-indien et n'importe quelle autre langue qui en dérive.

A ce sujet, les archéologues et les historiens se sont prononcé plus nettement que les linguistes. Le grand maître de l'archéologie roumaine Vasile Pârvan écrivait déjà en 1924 que «les origines italiques, grecques et asianiques des III<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> millénaires av.J.-C. doivent être recherchées dans l'*Europe danubienne*. Dans son *Prehistoric Migrations in Europe* (Oslo, 1950) V. Gordon Childe soutenait que le centre principal de la formation et de l'expansion de l'euro-indien commun doit être placé au nord et au sud du Danube.

Dans le domaine qui nous intéresse, on a enregistré des progrès incontestables en ce qui concerne les différences entre thrace et illyrien, entre le thrace proprement dit et le phrygien, etc. Le groupe linguistique thrace n'était, et ne pouvait être, un monolithe. D'autre part, on poursuit le travail minu-



tieux d'interprétation des documents antiques en langue thrace, étrusque, etc. qui ajoute plus d'hypothèses que de certitudes aux connaissances déjà acquises. Il est naturel que toutes ces recherches provoquent des réactions et des conclusions différentes et qu'on propose des explications souvent inconciliables. Le danger qui menace cette tendance centrifuge est pourtant assez grand. Il y a dans toutes les sciences des adeptes de la *méthodes des divergentes* (ou *méthode divergente*), qui se passionnent pour les contradictions, pour les contre-exemples, qui ne voient partout que des différences; je pense, en l'occurrence, aux savants préoccupés à souligner combien grands étaient les contrastes entre les langues qui, selon moi, font partie du groupe thrace et qui me répondront en disant que toute tentative de les ramener à une certaine unité, même approximative, est vouée à l'échec. Il y a, d'autre part, les adeptes de la *méthode des convergences* (ou *méthode convergente*); ceux-ci essaient de découvrir l'unité sous-jacente à la diversité et (dans le cas particulier que nous sommes en train de discuter) de déceler et formuler le dénominateur commun d'une vaste aire hétéroglotte. A mon avis, la recherche de ce dénominateur commun, aussi bien sur le plan de la civilisation et de la culture thrace - obscurci et étouffé par l'évolution des

peuples européens - qu'en ce qui concerne l'instrument de la communication linguistique, est destinée à produire des résultats positifs. Je me déclare un adepte convaincu de la méthode convergente et je suis persuadé de sa supériorité et de son utilité sur tous les plans. Ce qui ne signifie nullement ignorer ou sous-estimer les différences, mais se rendre compte des avantages des synthèses vastes, unificatrices, et *vice versa* du désavantage de ne pas voir la forêt à cause des arbres. Voilà l'esprit dans lequel la Fondation Européenne Dragan a conçu cette réunion et qui préside à toutes ses actions. Son objectif essentiel est l'intégration européenne, la promotion d'une entente plus solide et efficace et d'une coopération plus active entre les nations européennes, toutes ses initiatives se proposant de développer ce qui unit les Européens, ce qui pourrait cimenter leur unité, ce qui, enfin, représente des *convergences*. Et si nous cultivons la thracologie, et le secteur historique en général, c'est, entre autres, pour déceler les prémisses et les raisons anciennes de l'unification future. De telles prémisses et raisons sont justement, pour une grande partie de notre continent, la civilisation et la culture des Thraces, les plus anciennes de l'Europe et auxquelles celles des Grecs et des Romains sont redevables dans une proportion que l'on commence à peine à entrevoir. N'oublions pas qu'en terre thrace - à Tărtăria sur le Mureș - on a retrouvé en 1961 les vestiges d'une écriture remontant au III<sup>e</sup> millénaire.

Une des causes qui expliquent le *retard de la construction européenne est certainement l'existence des barrières linguistiques*, accentuées encore par les *systèmes d'écriture assez différents*. Si l'existence des langues différentes est un fait objectif inévitable, l'*emploi d'alphabets différents* est, selon moi, une absurdité qui - malgré toutes les justifications historiques, sentimentales, etc. - pourrait être supprimée un jour quand les peuples européens seront plus unis. (Voilà le thème d'une future rencontre internationale!). En pensant à ces barrières linguistiques actuelles et à leurs effets négatifs, on ne peut s'empêcher de rêver un peu à cette lointaine unité linguistique originelle que nous avons choisie comme thème de notre rencontre.

□

# La participation et la contribution de l'Europe à l'édification d'un monde de la paix et de la coopération

**L**e système international actuel a acquis un caractère global; il subit en même temps un processus incessant de diversification - tout premièrement comme une conséquence de l'affirmation toujours plus puissante de la personnalité de toutes les nations, nouvelles et anciennes. Devant imbriquer ainsi les exigences globales avec celles de chaque membre de la communauté internationale ou, autrement dit, les exigences de l'interdépendance avec celles de l'indépendance, le nouveau système international devient extrêmement complexe; dans ces circonstances, les ententes, les coopérations régionales acquièrent à notre avis une importance accrue. En effet, tout en servant les intérêts des Etats de la région en question, elles introduisent dans la complexité du système international en plein changement un élément d'équilibre facilitant son fonctionnement au bénéfice de l'entente et de la coopération générales.

Certes, une entente internationale n'a pas automatiquement un caractère positif. Pour acquérir un tel caractère, elle doit répondre à certaines nécessités objectives, à des intérêts régionaux communs, déterminés par des traditions historiques et culturelles

communes, par le voisinage géographique, par les réalités politiques contemporaines. Par ailleurs, l'entente internationale, pour être viable, dans le nouveau contexte international, ne doit pas être restrictive, fermée au monde ou opposée aux intérêts globaux, elle ne doit point devenir un instrument de domination dans la main du plus fort ou des plus forts.

Le respect du droit de chaque peuple de forger ses destinées, la mise en oeuvre constante du principe de l'indépendance et de la souveraineté nationales restent la clé de voûte des rapports entre les Etats du continent. L'Europe, par son exemple, peut et doit conférer à ce principe, dans les conditions actuelles, un nouvel éclat, aux significations qui dépassent les limites de notre continent.

Le processus objectif et impératif de démocratisation des relations internationales se heurte de plus en plus à la structure vieillie des blocs militaires opposés. De ce point de vue l'Europe est à l'arrière des autres régions du monde, où les blocs militaires sont en train de perdre leur signification.

Les réalités de la vie démontrent, quelles que soient nos idées sur l'origine des blocs, sur leurs mérites passés ou présents,

qu'ils sont périmés, qu'ils deviennent même un obstacle dans la voie du développement positif des relations sur le plan intereuropéen et sur le plan mondial, et qu'il est nécessaire de déterminer un cours ferme vers leur suppression, pour l'instauration en Europe et dans le monde de relations où chaque nation, quel qu'en soit le régime social ou l'ordre de grandeur, puisse participer à droits égaux à la solution de tous les problèmes, qu'elle ait la garantie de son indépendance et de sa souveraineté, qu'elle jouisse pleinement des bienfaits du développement économique et social, du progrès et de la civilisation.

Outre la dimension politique et militaire, la dimension économique de la sécurité acquiert de nos jours une importance centrale. Il est de plus en plus évident que la non-solution des grands problèmes économiques internationaux et tout premièrement le décalage croissant entre les pays développés et les pays en voie de développement menacent non seulement le bien-être et le progrès des peuples, mais engendrent des dangers sérieux pour la paix et la sécurité.

Il est hors de doute que l'Europe - vu le rôle qu'ont joué par le passé les puissances coloniales européen-

nes - a la responsabilité morale et politique de contribuer à la liquidation du sous-développement, hérité du régime colonial. En l'accomplissant, les Etats européens ne font que servir leurs propres intérêts vitaux.

La réalisation de la coopération et de la sécurité européenne réclame un système international flexible qui puisse s'adapter au rythme rapide de changements, aux grandes transformations révolutionnaires sur le plan mondial, tout en assurant l'évitement des affrontements entre Etats, que ces changements pourraient provoquer.

L'instauration des nouvelles relations représente ainsi un processus long, qui connaîtra inévitablement des formes et des stades intermédiaires, où l'ancien et le nouveau coexisteront pour des périodes assez longues. L'atténuation même des aspects militaires des blocs existants - phénomène mis en évidence dans les résolutions de la réunion du Comité Politique Consultatif des Etats participant au Traité de Varsovie - représente un pas positif sur la voie de la suppression des blocs.

De même, le fait que des pays comme la Roumanie, participant au Traité de Varsovie, ou comme le Portugal, participant à l'O.T.A.N., participent en qualité d'invités au mouvement des non-alignés est une expression de certaines tendances objectives, positives qui relèvent le rythme original de la réalisation d'un nouveau système de relations sur le plan mondial.

Il est peut-être question de pas modestes. Mais l'essentiel est que l'on avance toujours vers l'objectif final: la démocratisation totale de la vie internationale.

Quelques conclusions immédiates découlent, croyons-nous, de ces considérations générales, conclusions pratiques pour l'activité intereuropéenne et d'autant plus actuelles dans la perspective de la prochaine réunion de Belgrade:

1. Il est nécessaire d'avancer, dans le processus de la création des nouvelles structures de coopération et sécurité en Europe, sur un front large, dans toutes les directions principales, tout retard dans un domaine ou toute tentative de rendre un autre absolu affectant le progrès du système dans son ensemble.

Dans cet ordre d'idées selon certains milieux occidentaux l'Acte final serait essentiellement un compromis fondé sur la reconnaissance du statu quo politique en Europe.

Certes, la C.S.C.E. a pris pour point de départ, entre autres, la reconnaissance de certaines réalités européennes, telles les frontières établies après la Seconde Guerre mondiale, l'existence de deux Etats allemands, etc. Mais la C.S.C.E. n'a pas consacré, par exemple, l'existence des blocs militaires; au contraire, elle a consacré ce principe que son activité se déroulerait en dehors de ces blocs. D'ailleurs, dans un monde en profond changement, l'Europe ne peut être transformée - si elle ne veut s'isoler du monde et s'y

opposer - en un bastion du statu quo.

2. Il est déjà nécessaire de créer le cadre où se développe le nouveau système de sécurité et de coopération en Europe. Voilà donc apparaître la nécessité d'assurer la continuité, par des négociations démocratiques, de l'édification de la sécurité sur le continent, de l'équilibre indispensable entre tous ses côtés.

De ce point de vue, la réunion de Belgrade s'ouvrira sous des auspices encourageants. La rencontre préparatoire, qui a récemment pris fin dans la même ville, a élaboré un ordre du jour et un cadre organisationnel qui assurent un débat sérieux du chemin parcouru et surtout de nouvelles mesures visant l'accélération du processus entier. On a réalisé aussi l'accord de principe sur la nécessité de nouvelles rencontres. L'idée de la continuité a donc des racines de plus en plus profondes.

L'évolution des événements confirme la vérité des orientations incluses dans l'Acte final, les possibilités pratiques d'avancer vers l'édification d'un nouveau système, meilleur et plus juste, de relations intereuropéennes.

La direction, les moyens, les voies d'accès sont clairs. La volonté politique des gouvernements et des peuples décidera finalement comment et à quelle allure nous avancerons sur ces voies.

*(Extraits d'un article paru dans l'hebdomadaire de politique étrangère «Lumea» (Bucarest), n° 36 du 1° septembre 1977)*

# LIVRES REÇUS

Mauro Langfelder, *Perché l'Europa?*, Federico Motta Editore, Milano, 1977

**P**ourquoi l'Europe?» de Mauro Langfelder est, sous de nombreux aspects, un livre exemplaire. Exemplaire par la souplesse du style et le caractère exhaustif de l'exposé, cet ouvrage l'est surtout, peut-être, pour les limites que l'auteur s'est imposées. Dès les premières pages, il se qualifie pour ce qu'il est: l'oeuvre d'un chef d'entreprise éclairé, convaincu des bienfaits de l'intégration de marché, mais non moins conscient de l'impossibilité de les conserver pendant une période, moyenne ou longue, en l'absence d'une croissance politique du système communautaire. Cette conscience, qui s'associe à la conviction de la décadence continue des Etats européens, confère au livre le caractère d'un appel, pressant et non dépourvu d'accents attristés, que lance l'auteur à ses concitoyens, mais principalement au monde industriel et à celui des professions libérales. Langfelder sait parler en termes particulièrement persuasifs à celui qui opère dans son propre milieu, car son argumentation n'est pas construite à froid, comme le résultat d'un effort culturel pur, mais naît directement d'une expérience opérationnelle personnelle. Ceci n'empêche toutefois pas que derrière les préoccupations immédiates, son ouvrage laisse entrevoir l'angoisse de celui qui a vécu à la première personne les vicissitudes tourmentées des nationalismes opposés et des tyrannies contraires qui ont ensanglanté l'histoire européenne de notre siècle. Son pragmatisme est soutenu, à ce propos, par une tension morale manifeste, suivant en cela l'exemple de la tradition lombarde la plus noble, à laquelle il ne manque pas de se référer dès l'introduction, quand il cite Carlo Cattaneo.

On peut donc comprendre pourquoi une oeuvre de ce genre mérite tant d'attention grâce, également, à ses propres limites. Elle naît dans un milieu particulier et s'adresse, en premier lieu, à un public bien déterminé, dont elle interprète avec sûreté les

préoccupations et les attentes, dans des termes non seulement économiques, mais également culturels, sans cacher la présence de concepts idéologiques préalables fondés sur la synthèse entre fédéralisme et solidarisme qui caractérisent traditionnellement la pensée politique des catholiques démocratiques. De même, il ne manque pas, parfois, la référence explicite à la réalité régionale au sein de laquelle a été conçu l'appel qui est publié ici. Etant donné cette orientation spécifique, «Perché l'Europa?» vient donc se situer au confluent de l'activité exercée par l'auteur dans le milieu rotarien, de sa position politique démocrate-chrétienne et de son engagement de fédéraliste militant.

On ne pourra donc honnêtement pas méconnaître l'utilité de ce livre; même pas celui qui partant d'autres prémisses idéales, d'une expérience différente et d'une position sociale diverse, peut ne pas en partager toutes les argumentations et encore moins les considérer comme exhaustives. L'Europe a en effet besoin de nombreux «pourquoi», qui peuvent varier dans leur formulation et dans leur propre contenu selon les intérêts et les points de vue, mais la conviction, commune à toute l'information d'orientation fédéraliste, est qu'aucun projet de société ne peut être désormais poursuivi dans nos pays avec de sérieuses perspectives de réalisation tant que l'on persiste, comme on le fait trop souvent encore, à le penser en termes, uniquement nationaux. Ceci est d'autant plus vrai dans la situation actuelle, où l'approche du but historique représenté par l'élection européenne, créant les conditions pour une participation directe des citoyens au processus d'intégration en cours, pousse objectivement à un éloignement entre les forces politiques, rend ainsi manifeste le caractère instrumental de la nouvelle construction institutionnelle et déplace l'accent sur les contenus, c'est-à-dire sur les fins que l'on entend poursuivre à travers elle. Dans cette situation transitoire, mais qui, selon toute vraisemblance, est

destinée à se prolonger pour une longue période, il est demandé, tout à la fois, une acquisition progressive de la propre spécificité de la part des groupes politiques et sociaux intéressés à la nouvelle perspective historique et une conduite encore largement unitaire de ce que l'on pourrait définir la fondation constitutionnelle de l'Europe. La tâche des fédéralistes est justement d'opérer au sein de chaque composante de ce processus avec une «concorde discordante», en favorisant partout une croissance qui accélère l'acquisition de la nouvelle dimension européenne par tout l'ensemble politique et social. Directement engagé dans cette tâche

difficile, le Mouvement Européen souhaite que l'initiative de Mauro Langfelder soit rapidement et largement imitée par d'autres militants et que le discours entamé dans ces pages soit repris en d'autres lieux, peut-être même en termes polémiques, pressant de toutes parts les forces politiques et économiques nationales et exigeant d'elles un effort approprié pour répondre aux problèmes qui sont posés ici de façon très nette.

GIUSEPPE PETRILLI

Président du Conseil italien  
du Mouvement Européen

---

Jacob Bronowski, Bruce Mazlish, *La tradizione intellettuale dell'Occidente*,  
Edizioni di Comunità, Milano, 1977

**L**e sujet principal de ce livre est l'histoire des idées de la Renaissance aux débuts du XIX<sup>e</sup> siècle: il s'agit d'une histoire intellectuelle au sens le plus large du terme et dont la projection couvre toute la gamme des activités intellectuelles de l'Occident au cours des quatre siècles qui ont marqué la transformation du monde médiéval dans un monde moderne. Une des principales caractéristiques de ce livre est l'attention particulière consacrée à l'interrelation des idées qui ont bourgeonné et qui se sont développées dans divers domaines; les auteurs consacrent ensuite une attention toute spéciale aux manifestations de la pensée scientifique, aux courants et aux écoles littéraires, ainsi qu'aux nouvelles formes artistiques. L'étude des idées suit, naturellement, un critère évolutionniste et tend à expliquer, entre autres, l'influence des événements sur les idées et des idées sur les événements: c'est la raison pour laquelle les auteurs mettent à juste titre en évidence les situations culturelles et historiques des diverses périodes traitées, en soulignant, également, les conséquences importantes des inventions techniques et des innovations sociales qui ont accompagné l'évolution des idées.

L'ouvrage est divisé en trois parties: la première est consacrée au monde en expansion; la deuxième à l'époque de la dissiden-

ce raisonnée et la troisième aux grandes révolutions. Du premier chapitre, sur Léonard de Vinci et son époque, au dernier, consacré à Kant et à Hegel, c'est toute une histoire modulée et suggestive de la vie des idées considérées dans leur configuration totale: hommes, groupes, événements; une oeuvre que les studieux et le public le plus vaste trouveront également informée et éclairante.

Jacob Bronowski, né en Pologne en 1908, se transféra en 1920 en Grande-Bretagne où il termina ses études universitaires et de perfectionnement scientifico-mathématique.

Nous citerons parmi ses oeuvres «Le sens commun de la science», «Science et valeurs humaines», «L'identité de l'homme», nous ajouterons, enfin, deux oeuvres littéraires: «The Poet's Defence» et «William Blake, a Man without a Mask». Bronowski mourut à Los Angeles en 1974.

Bruce Mazlish a été professeur de matières humanistes et de philosophie de la science à l'Université du Maine, à la Columbia University et au Massachusetts Institute of Technology. Ses essais et ses articles ont été publiés dans diverses revues importantes telles que «Review of Politics», «Journal of Philosophy» et «Phylon».



MOSCOU - 9 Octobre 1944

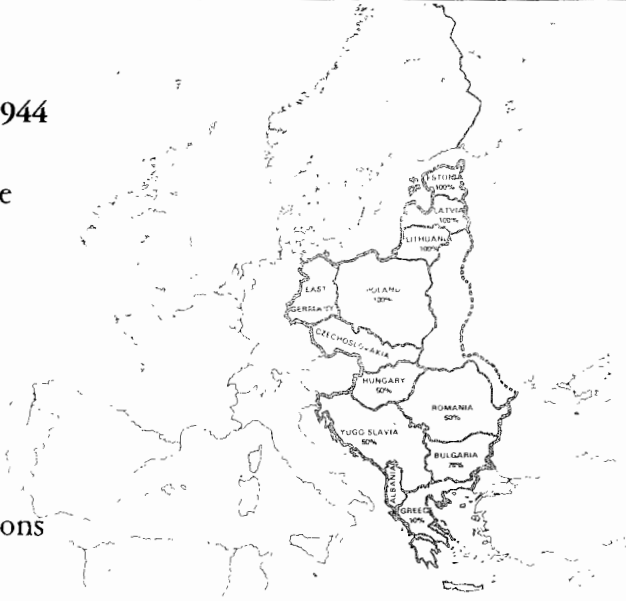
Churchill  
cède à l'Union soviétique  
l'Europe de l'Est

YALTA - 1945

Confirmation du  
partage de l'Europe  
en zones d'influences

HELSINKI - 1975

La conférence de 35 nations  
reconnaît le statu quo  
créé à Yalta



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

*Bulletin Européen*

## sommaire

<i>Fernand Herman:</i> Les voies de l'avenir	1
<i>Svatopluk Ježek:</i> František Palacký et le fédéralisme en Europe centrale	6
Documents du Conseil de l'Europe	8
<i>John Biggs-Davison:</i> Our European interest and ideal	9
<i>J.C. Dragan:</i> L'Unité linguistique thrace	13
<i>Corneliu Bogdan:</i> La participation et la contribution de l'Europe à l'édification d'un monde de la paix et de la coopération	16
Livres reçus	18

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A Roma

Direttore responsabile: Sabino d'Acunto

Direzione e Redazione: Foro Traiano n.1/A Roma - tel. (06) 679.77.85

Reg. Trib. Roma n.16966 del 15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951)

*Rivista mensile - Sped. Abb.postale gruppo III (70%)*

Centro Stampa Butangas - Milano via Larga, 11